

Les employés du Conseil national de recherches ont reçu une note de service qui disait ceci:

Dans le climat actuel, il est préférable de limiter le nombre de personnes qui parlent au nom du Conseil.

Contrairement à la politique selon laquelle les scientifiques sont libres de parler de leur domaine de compétence, la note disait: «Si un journaliste vous appelle, ne répondez pas.» On leur conseille plutôt d'avertir le chef de la section des communications. On étouffe et on bâillonne les gens. Ceux-là même qui devraient être au centre du débat sur l'avenir du Conseil national de recherches, une institution essentielle pour l'avenir de la science au Canada, se font interdire de parler.

Il faut des équipes pour faire de bonnes recherches et il faut du temps pour réunir ces équipes. On peut les disperser rapidement, mais on ne peut pas les reconstituer aussi rapidement. Les mesures prises au Conseil national de recherches lui font perdre des gens compétents qui sont experts dans leur domaine, et elles découragent les jeunes d'y travailler et de choisir une carrière scientifique.

De plus, leurs effets ne se limitent pas aux employés et aux programmes du Conseil. Elles créent toute une atmosphère. Elles aggravent le problème du manque de compréhension et du manque d'appui dont souffre la recherche fondamentale. Nous, les dirigeants du Canada, avons le devoir de donner aux scientifiques la liberté de dire au public que la science est importante, non seulement pour cette année et l'année prochaine, mais pour le prochain siècle de l'histoire de notre pays et du monde.

Nous voyons un manque total de direction. Comment le gouvernement a-t-il pu, en 1986, abolir l'Institut de l'environnement, couper dans les programmes énergétiques, couper dans les programmes relatifs à la technologie environnementale et décider ensuite, en 1990, de faire de l'environnement la priorité de l'année? Ce qui risque d'arriver, c'est que nous verrons la division de la chimie devenir une division de l'environnement. Quelle façon stupide de gaspiller de l'argent. Quelle façon stupide de gaspiller la vie, la carrière et les compétences des gens. Comment quelqu'un peut-il justifier ce genre d'absurdité?

Je veux terminer en citant quelques paroles de notre plus récent lauréat du prix Nobel. N'est-ce pas ironique que, en 1986, au cours de la même semaine où M. Polanyi recevait le prix Nobel dans le domaine des sciences, le laboratoire où il avait commencé son travail était détruit par le CNRC? Il n'était pas la seule victime. On fermait aussi le laboratoire des Basinskis, reconnus mondialement depuis 30 ans pour leur rôle de chefs de file dans la

Initiatives ministérielles

recherche qui a mené à d'énormes progrès technologiques au cours des années, et on mettait ainsi fin au travail auquel ils avaient consacré toute leur vie.

À ce moment-là, M. Polanyi a lancé un appel en faveur du Conseil national de recherches et de la recherche fondamentale, et il a dit ceci au sujet de son propre travail:

Si l'on nous avait demandé si la recherche était susceptible de produire des applications et si ces applications correspondraient aux priorités socio-économiques de l'heure, on aurait certainement désespéré de notre travail dans l'espace de quelques années.

Il parle de la façon dont le travail qui lui a valu le prix Nobel en 1986 a débuté en 1957; les chercheurs voulaient découvrir non pas une technique ou une chose précise, mais bien des connaissances de base qui, à long terme, seraient profitables pour l'humanité. Lorsqu'un jeune scientifique lui a demandé où il devrait planifier de faire sa carrière, M. Polanyi a répondu: «Le conseil que je donnerais à un jeune scientifique canadien talentueux et ambitieux serait de s'en aller à l'étranger.» M. Polanyi a dit qu'il n'aimait pas répondre ainsi, mais, qu'à cette étape-ci de notre histoire scientifique, au milieu de la première série de compressions budgétaires du CNRC, il ne pouvait répondre autrement. Il a ajouté que ce n'était pas par hasard qu'on parlait de recherche et développement, le mot recherche précédant celui de développement, et non le contraire.

• (1350)

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la députée de son intervention et de l'intérêt qu'elle porte à la recherche et développement.

Je suis heureuse de connaître son point de vue sur les propos de M. Polanyi, lauréat du prix Nobel. Je me demande si la députée peut dire à la Chambre si elle et ses collègues ont étudié la question avec les candidats à la direction du Parti libéral pour connaître leurs idées sur cet important sujet.

Mme Catterall: Monsieur le Président, je ne crois pas qu'il soit de mise de poser cette question à la Chambre. La députée sait très bien ce que le Parti libéral pense à ce sujet, elle sait quel est mon point de vue et celui de mon collègue, le porte-parole en matière de sciences et de technologie, sur cette question. Elle n'a qu'à faire attention à ce qui se dit dans cette Chambre pour connaître la position du Parti libéral.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, je tiens simplement à dire que la députée sait, je crois, que c'est le Président qui décide si une question